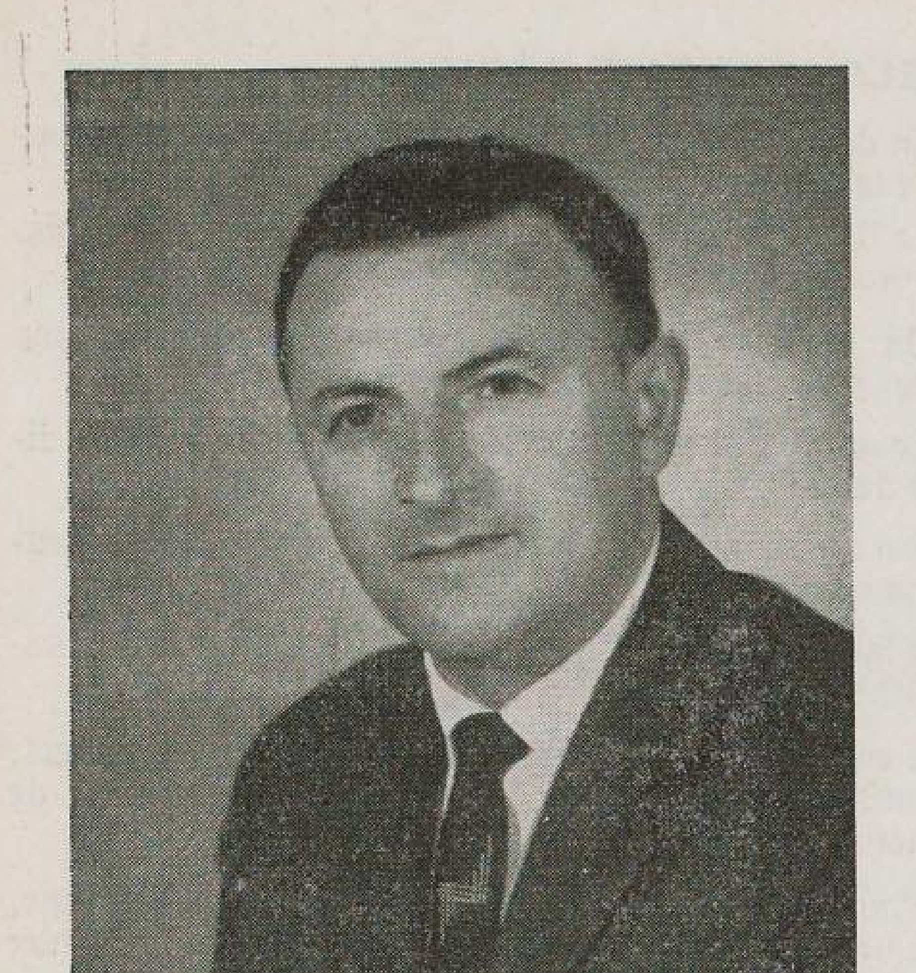


ELECTIONS LÉGISLATIVES de JUIN 1968

6e Circonscription de CHATEAULIN-CARHAIX

Edouard LE JEUNE

CONSEILLER GENERAL - MAIRE DE DINÉAULT
AGRICULTEUR

Candidat : Progrès et Démocratie Moderne

Electrices, Electeurs,

NOUS AVONS VECU DES HEURES GRAVES

et cela parce que depuis des années le dialogue a été refusé, la participation écartée ; les pouvoirs publics n'écoutaient pas les Français quand ils employaient les moyens normaux pour faire connaitre leurs opinions, leurs aspirations et leurs sentiments.

IL FAUT TIRER LES LEÇONS DE LA CRISE.

Une crise semblable serait à redouter en cas de réélection d'une majorité inconditionnelle qui approuverait tout ce que fait le Gouvernement, sans essayer de lui dire ce qui ne va pas, ni de modifier ce qui serait contraire aux aspirations des Français.

La France a frôlé la guerre civile hier. Pour que renaisse l'unité du pays, **IL FAUT DES RÉFORMES :**

Changer de priorités

— Assurer le plein emploi qui est menacé.
— Empêcher que la croissance des prix ne reprenne d'une main ce qui a été acquis de l'autre.
Jusqu'ici trop de dépenses improductives, en particulier la force de frappe ruineuse et démodée.

Changer de méthodes

Un gouvernement qui accepte le dialogue plutôt que gouverner à coup de pouvoirs spéciaux. On ne gouverne pas une Nation évoluée avec des députés inconditionnels et des votes bloqués.

Changer de dimensions

Une Europe unie condition de la puissance et de l'indépendance.

CETTE POLITIQUE NOUVELLE DOIT PERMETTRE :

— d'assurer la paix civile,
— de réformer l'Universiré et l'Administration,
— de décentraliser les responsabilités,
— de relancer les activités,
— d'obtenir le plein emploi,
— d'assurer la justice sociale.

Lors de ces réformes **il faut songer à nos jeunes.**

Dans le monde moderne, dominé par la science, on a surtout besoin d'un personnel hautement qualifié. Il faut donner à l'Éducation Nationale les moyens nécessaires à la formation intellectuelle et technique de la jeunesse ; les jeunes doivent poursuivre leurs études aussi loin que leurs aptitudes le permettent, quelle que soit leur origine sociale.

Il est indispensable d'arrêter l'hémorragie humaine qui tous les ans prive notre région d'une partie de ses forces vives. Pour arrêter cet exode, nous lutterons pour une décentralisation industrielle, une politique d'expansion économique.

Dans ces réformes nous refusons que les cultivateurs et les marins bretons fassent les frais des mutations économiques actuelles. Nous y veillerons car il y a danger. **Les petites et moyennes entreprises** sont à la veille de se trouver en face de difficultés encore jamais soupçonnées et le chômage risque de peser encore plus lourdement sur le marché du travail. Et cependant tous doivent participer à part entière dans la vie du pays et bénéficier de leur juste part dans la répartition du revenu national.

Ces réformes, pour les travailleurs, doivent envisager l'abolition des ordonnances. Ce qui a été acquis par la lutte ne doit pas fondre à la suite d'une montée des prix et l'échelle mobile, seule garantie des salaires, devra être accordée.

Les pensionnés, les retraités devront voir leurs avantages revalorisés grâce à un système d'indexation.

UNE POLITIQUE NOUVELLE EXIGE UNE MAJORITÉ TRANSFORMÉE

Oui tout cela est possible, mais si la France continue à être divisée **EN DEUX BLOCS**, la guerre civile que nous avons évitée hier nous l'aurons demain. Nous refusons de toutes nos forces et nous combattons de toutes nos énergies la réduction de la vie politique française à l'antagonisme de deux blocs qui tôt ou tard s'affronteront.

OUI AUX RÉFORMES, NON A L'AVENTURE

Nous voulons construire une société nouvelle plus juste et plus humaine où notre destin ne sera pas fixé sans notre avis par des **technocrates irresponsables**. Les réformes nécessaires ne doivent pas se faire dans le désordre. La violence et l'anarchie n'ont jamais apporté rien de bon à la société.

Le progrès ne passe pas par la suppression ou la mise en sommeil des libertés. Il implique au contraire la reconnaissance et le dévelopement de toutes les libertés.

DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

En dépit des déclarations officielles, jamais la situation de la Bretagne n'a été aussi critique.

Le Vème plan visait à la création de 24.000 emplois, on parviendra difficilement à 13.000.

On constate un arrêt quasi-total des implantations d'usines nouvelles dans le Finistère.

Le nombre d'emplois créés avec l'aide de l'Etat a diminué des 2/3.

Il n'est prévu en Bretagne aucune opération de dimension nationale.

Il fallait 25.000 logements ; l'aide de l'Etat est assurée à 10.000 environ.

Il en va de même pour les équipements hospitaliers, télécommunications, voies ferroviaires, routes, ports de commerce et de pêche.

Pour une politique nouvelle au service de la Bretagne, il faut une majorité nouvelle soucieuse de l'équilibre entre les régions de notre pays et décidée à promouvoir une véritable politique d'aménagement du territoire.

NOTRE CIRCONSCRIPTION

Pour nos ouvriers, la situation de l'emploi est très critique. L'industrialisation promise est au point mort. Notre main-d'œuvre est déportée. Il faut permettre aux entreprises locales de se développer, de s'étendre en leur donnant les mêmes facilités qu'aux entreprises venant de l'extérieur.

La modernisation de notre réseau routier, condition de notre désenclavement, s'impose de toute urgence.

Les problèmes de cette région sont nombreux et gardent leur gravité.

Il y a ceux **des agriculteurs** qui doivent faire face à des difficultés de plus en plus dures à résoudre. Il est indispensable de donner, au-delà des faux-fuyants, la véritable parité aux agriculteurs par l'indexation des prix agricoles.

La pêche aussi connait des difficultés et nos ports de **CAMARET, MORGAT, LE FRET** n'ont jamais connus une situation aussi critique. Il n'est que de se rapporter aux documents officiels du pouvoir qui déclarent (Projet de Finances 1967, Tome II, annexe sur l'évolution économique au regard de l'engagement du Vème Plan) : «La politique commune n'est pas encore définie. Ce retard, bénéfiques pour nos partenaires dont les pêcheurs profitent d'aides provisoirement accordées, est funeste pour l'économie des pêches françaises». Les déclarations du Gouvernement se passent de commentaires.

Le Tourisme est un atout que notre région doit exploiter au maximum par l'allègement des charges fiscales de l'hôtellerie saisonnière, par l'amélioration de nos équipements et le développement de la propagande.

VOTEZ POUR UNE POLITIQUE DE RÉFORME

Forts de vos suffrages, nous construirons avec vous tous :

— Une démocratie moderne fondée sur le dialogue et la participation où chaque citoyen sera responsable et respecté.

— Une économie dynamique dont l'expansion profitera à toutes les régions et à toutes les catégories sociales.

— Une France plus juste et plus humaine ouverte aux aspirations de sa jeunesse.

— Une Europe unie, seule capable de garantir l'indépendance de la France et de contribuer à l'établissement de la paix dans le monde.

Le Remplaçant éventuel

Yves BERNARD

Agriculteur
MAIRE DE POULLAOUEN

Edouard LE JEUNE

CONSEILLER GÉNÉRAL — MAIRE DE DINÉAULT

Médaille de la Résistance
Croix du Combattant volontaire 1939-1945
Médaille Courage et Dévouement

Imprimerie du "Bas-Breton" Châteaulin